Dix bonnes raisons de douter du commerce équitable (CE)

Bernard CONTE

1. Le CE renforce la mondialisation

- Le CE favorise les cultures d'exportation vers le Nord au détriment des cultures vivrières, ce qui renforce l'extraversion, la dépendance et nuit à la sécurité alimentaire.
- Exemple : sous la pression de la filière équitable, la Bolivie exporte de plus en plus de quinoa "bio" "équitable" et se voit contrainte d'importer du riz, des pâtes ...
- En ce sens, le CE renforce la mondialisation au lieu de re-localiser l'économie.

2. Le CE: un effet revenu bien mince

 Un peu plus de 4 euros mensuels de revenu supplémentaire par paysan, selon les chiffres de Max Havelaar, sur lesquels il leur faut déduire les frais de coopérative, de transports locaux et de douane (Jacquiau).

3. Le CE inéquitable ?

- Le petit bonus de revenu accordé par le CE entraîne une augmentation de la production de biens dont l'offre est déjà excédentaire (café).
- Cela a pour effet la baisse des prix internationaux desdits produits.
- Ainsi, l'intervention du CE devient « inéquitable » pour les producteurs (les plus nombreux) qui ne font pas partie des réseaux équitables, car leur revenu diminue.
- Le bien-être des uns engendre la pauvreté des autres.
- On se rappelle des effets pervers de la PAC européenne (stocks, subventions à l'export, chute des cours mondiaux, faillite des producteurs au Sud...)

4. Le CE contre l'écologie

- Le CE est souvent faussement associé au développement durable ou à la préservation de l'environnement :
 - Le transport : (pub) « Participez à votre tour, par l'achat de ces fleurs labellisées Max Havelaar, au développement du commerce équitable, dans une logique de développement durable ». Provenance : Kenya, Tanzanie, Zimbabwe...
 - Les emballages...
 - Les conditions de production :
 - utilisation de pesticides, d'herbicides, etc.
 - recherche de productivité : introduction de tracteurs provoquant des déséquilibres dans des milieux écologiques fragiles...

5. Le CE : une concurrence déloyale ?

- Les organisations (associations) du CE reçoivent des subventions, paient des charges réduites, font largement appel au bénévolat...
- D'où : concurrence déloyale vis-à-vis d'autres commerces indépendants (non subventionnés, payant des charges « normales », sans emplois aidés et sans bénévoles (travail au noir).

6. Le CE, un commerce alternatif?

- Le CE recourt largement à la publicité
- Le CE s'allie aux réseaux de la grande distribution
- Les pratiques commerciales sont les mêmes (promotions : 3 pour 2)
- Les objectifs identiques : élargir les marchés, accroître le CA, diversifier les produits...
- Le CE est-il un « commerce juste » ou « juste un commerce », une « niche » commerciale supplémentaire qui permet de différencier un produit d'un autre aux yeux du consommateur?

7. Le CE manque de transparence

- La profusion des « labels » entretient la confusion des consommateurs... (équitable, éthique, solidaire, responsable...)
- Problème de l'objectivité et de l'indépendance de la certification, des normes...
- Une enquête de la DGCCRF a conclu à des « anomalies beaucoup trop fréquentes » parmi 55 opérateurs du commerce équitable en France. Il existe en France 17 démarches différentes. L'enquête a même trouvé des acteurs qui n'avaient aucune facture, donc aucune traçabilité de leurs achats prétendument équitables...

8. La promotion du CE joue sur le couple : culpabilité – flatterie

- Culpabiliser les acheteurs : Vous ne consommez pas des produits « équitables » donc vous êtes COUPABLE d'égoïsme, d'indifférence à la pauvreté,...
- Flatter la vanité de l'acheteur : Vous achetez de l'équitable donc vous êtes un « consommateur INTELLIGENT », « RESPONSABLE »... (le produit est plus cher mais il bénéficie d'une plus value morale, donne « bonne conscience »...)

9. La promotion du CE joue sur la confusion: citoyen - consommateur

- Nombreux acteurs du CE insistent sur l'image du « consommateur-citoyen » qui sait « prendre ses responsabilités » lors de son achat.
- Un tel discours organise la confusion entre deux sujets : le consommateur et le citoyen.
- L'acte fort, l'acte politique, est réduit à un acte marchand (faire son marché). La logique n'est plus collective, dans la militance par exemple, mais individuelle, par l'acte d'achat et de consommation.

10. Le CE est réservé à une « élite »

En moyenne, 48 % des Français ont personnellement acheté au moins une fois un ou des produits issus du CE. Au cours de l'année précédente (2005), ce type d'achat a concerné :

- 63 % des cadres et professions intellectuelles supérieures, contre 26 % des ouvriers.
- 63 % des résidents de l'agglomération parisienne, contre moins de 40 % des individus vivant dans des communes < 20 000 habitants.
- 62 % des individus disposant d'un revenu > 3 000 €/mois pour le ménage, contre 31 % de ceux qui appartiennent à un ménage disposant de revenus < 800 €/mois.</p>

10. Le CE est réservé à une « élite »

Ce sont les individus « riches » et « urbains » qui peuvent consommer des produits issus du commerce équitable

Le CE concerne les consommateurs des classes sociales favorisées



Conclusion

- « Le commerce équitable repose sur de belles intentions, mais il entretient l'illusion des consommateurs sans créer de véritables solutions de rechange ».
- « Plutôt que de soutenir une telle démarche, les associations devraient exercer une pression efficace sur les États ».

Jean-Pierre Boris

Bibliographie

- Critiques et espoirs du commerce équitable, Les renseignements généreux, octobre 2006, http://www.les-renseignements-genereux.org/var/fichiers/brochures-pdf/Broch-equit-20061011-oria5-a5.pdf
- Le commerce équitable : « un juste commerce» ou « juste un commerce » pour les consommateurs ?, Virginie Diaz Pedregal, Nil Ozcaglar-Toulouse, Gabriela Parodi, janvier 2007, www.cirad.fr/ur/index.php/normes marches/content/download/105/2/5137/version/1/file/V+Diaz+-+G+Parodi.ppt
- Le commerce équitable, Sandrine Paillet, ancienne conseillère HCCI et Kristell Korecka, ancienne stagiaire HCCI, août 2003, http://www.hcci.gouv.fr/lecture/fiches/commerce-equitable.html
- 10 objections majeures au « commerce équitable », Bruno Clémentin et Vincent Cheynet, http://www.ecolo.asso.fr/textes/20020312equi.htm, consulté le 20/10/2007.

Bibliographie

- L'éthique comme moyen et fin du commerce équitable,
 Fabienne Tribeche et Xavière Voisin, E.S.C Rouen, 2006.
- Étude Équicoton, Synairgis, Montréal, 2007.
- Sondages :
 - TNS Sofres, « Les Français et le commerce équitable », sondage effectué pour Pèlerin, réalisé les 8 et 9 mars 2006
 - TNS Sofres, « *Baromètre du commerce équitable* », sondage effectué pour Malongo, réalisé les 22 et 23 mars 2006
 - Ipsos, « Baromètre : les Français et le commerce équitable », sondage effectué pour Max Havelaar France, réalisé les 19 et 20 mai 2006

Deux ouvrages

Christian Jacquiau Les coulisses du commerce équitable

